

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, d'abord et avant tout, je crois que la Chambre devrait adopter la loi sur le crédit agricole.

LE FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT AGRICOLE

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, sauf le respect que je lui dois, je trouve que le ministre des Finances ne comprend pas la situation du comité de l'agriculture. Il vient de montrer qu'il ne sait pas où en est rendu ce bill.

Le ministre sait-il que depuis février de l'année dernière jusqu'à février de cette année, les faillites des exploitations agricoles ont augmenté de 54 p. 100, et que de janvier à janvier elles ont progressé de 75 p. 100? Le ministre se rend-il compte que les 50 millions de dollars supplémentaires prévus dans son budget pour la Société du crédit agricole ont été dépensés, que ces fonds sont épuisés? Le ministre sait-il que les banques ne participent pas au programme d'obligations pour le développement de la petite entreprise? Il y a quelque temps, il a déclaré en réponse à une question que je lui posais qu'il voulait que les banques saignent un peu. Le ministre de l'Agriculture a déclaré entre autres choses lors d'une réunion dans le comité de London, en Ontario, qu'il disposerait d'un milliard de dollars à offrir sous forme de prêts aux agriculteurs d'ici le 1^{er} juin pour assurer la survie des exploitations agricoles de notre pays. En outre, le ministre de l'Agriculture a déclaré que le budget du ministre des Finances ne constituait pas une saignée pour les banques, mais au contraire une transfusion.

Quand le ministre des Finances va-t-il autoriser la Société du crédit agricole à augmenter son pouvoir d'emprunt et lui permettre de s'assurer des liquidités en faisant appel au marché des investisseurs privés? Par ailleurs, quand compte-t-il instituer les obligations agricoles?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, quand le gouvernement aura pris des décisions sur les questions de politique soulevées par le député, il ne manquera pas de les annoncer à la Chambre. Je me félicite d'apprendre que les dispositions du budget visant à aider les agriculteurs en leur procurant des fonds supplémentaires et en accordant des taux spéciaux à ceux qui sont en difficulté, étaient si opportunes et si satisfaisantes que tous les fonds ont été employés. Je me souviens, l'opposition me disait que c'était un geste inutile, alors qu'il s'est avéré l'être beaucoup, au contraire. Le député a demandé qu'on accorde des fonds supplémentaires. Si une décision est prise en ce sens, on ne manquera pas de l'annoncer.

Je tiens à préciser au député qu'il a absolument tort de dire que les banques n'accordent pas d'obligations pour le développement de la petite entreprise. Il a laissé entendre que ces dernières rechignaient à collaborer. Or, à la suite d'une question identique posée il y a quelques semaines à la Chambre, j'ai fait une enquête portant sur toutes les banques de notre pays et je me suis aperçu que toutes les banques, ou la plupart d'entre elles, pouvaient encore, du fait de leur position fiscale, accorder ces obligations dont peuvent se prévaloir les exploitants agricoles, ainsi que l'ont demandé les députés de l'opposition. Ces derniers ne comprennent ou ne se rappellent pas toutes les bonnes mesures que nous avons incluses dans le budget, à la suite de leurs instances, budget qu'ils ont essayé à trois reprises de mettre en échec, mais en vain.

Des voix: Bravo!

Questions orales

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR L'ESSAI DE MISSILES DE CROISIÈRE

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, je m'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que le ministre a maintenant admis, quoique à contrecœur, que vers la fin de l'année dernière, le cabinet avait approuvé en principe un accord avec les États-Unis qui comprenait des essais de missiles de croisière au Canada, ce qu'il a d'ailleurs jugé bon de passer sous silence dans la déclaration qu'il a faite il y a quelques semaines, au comité parlementaire qui étudiait les questions de la sécurité et du désarmement, peut-il nous dire précisément quelle était la teneur de cet accord, s'il prévoit des essais de missiles autres que les missiles de croisière et si, comme mon collègue de Selkirk-Interlake l'a fait remarquer l'autre jour, le gouvernement américain ne tient pas compte des frais de recherche et de développement en ce qui concerne le F-18 que nous leur avons acheté pourvu que nous consentions à des essais de missiles de croisière et d'autres engins sur notre territoire?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, l'accord auquel le député fait allusion est actuellement en cours de négociation et c'est pour cette raison que je ne puis en divulguer les détails ici ou devant le comité permanent. Je puis dire cependant qu'il n'est pas question qu'il inclue des essais d'autres systèmes analogues de lancement. Il permettrait sans doute des essais de pièces d'artillerie et d'hélicoptères mais l'on prévoit que dans le cadre de l'accord il y aurait une entente distincte portant sur les missiles.

Au sujet de la dernière partie de la question de la représentante, madame le Président, lorsqu'elle demande si nous faisons cela pour obtenir certains avantages des États-Unis, il est bien clair que nous ne faisons pas cela pour les États-Unis, nous le faisons pour nous-mêmes et pour l'alliance dont nous faisons partie. Je comprends fort bien que la représentante, qui a convaincu son parti de rejeter l'OTAN, ne soit pas intéressée à la protection que cette alliance nous offre dans le domaine des armes nucléaires. Le gouvernement ne fait pas bon marché de cette protection et c'est dans l'intérêt de notre propre défense qu'il faut tester ces armes.

ON DEMANDE DE DÉPOSER L'ACCORD

Mlle Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Madame le Président, pourquoi le ministre déclare-t-il des choses pareilles, quand il sait pertinemment que deux membres européens au moins de l'Alliance atlantique ont refusé de poster des missiles de croisière et des Pershings II sur leur territoire. Eux au moins ont le courage de dire qu'ils croient à l'étouffement nucléaire, que le gouvernement prétend avoir pour stratégie. Voilà pour la stratégie d'étouffement du premier ministre. Cela m'amène à ma question supplémentaire, qui est de savoir si, en fait, il faut de futurs accords pour les essais futurs d'armes futures. Pourquoi ne pouvons-nous pas voir ici au Parlement l'accord actuel qui a été rédigé—